

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 20 JUL 2016

mettant la société EQIOM en demeure de respecter
certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 autorisant l'exploitation de la carrière située à
Bischwiller et à Gries

Le Préfet de la région Alsace
Préfet de la Zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1, L.171-8 et R.512-28 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de
premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 autorisant la société ORSA Granulats Alsace à exploiter une
carrière située à Bischwiller et à Gries, et notamment ses articles 14, 17 et 22 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2001 autorisant la société HOLCIM Granulats à exploiter, en lieu et
place de la société ORSA Granulats Alsace, une carrière située à Bischwiller et à Gries ;

VU le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 25 avril 2016 ;

CONSIDERANT que la société HOLCIM France est devenue successivement, par changements de
dénomination sociale, la société ORSIMA puis la société EQIOM ; que la société EQIOM est autorisée
à exploiter une carrière en eau et d'autres installations classées situées à Bischwiller et à Gries ;

CONSIDERANT que le profil en travers BB', établi le 4 septembre 2015 par un géomètre-expert, montre
que la pente sous eau du talus dans le plan d'eau Est, situé dans l'extension de la carrière et non dans le
périmètre de la précédente autorisation, est supérieure à 1/2,5 ; que ce profil montre que le gisement
dans le plan d'eau Est a été surexploité près de la bande périphérique de dix mètres qui supporte la
digue de protection contre les crues ; que cette bande périphérique doit, dans ces conditions, se réduire
par glissements superficiels progressifs du gisement restant ; que la stabilité de la digue n'est pas
assurée ;

CONSIDERANT que l'exploitant méconnaît les dispositions du point 17.1 de l'article 17 de l'arrêté
préfectoral du 23 juillet 2001 susvisé ;

CONSIDERANT que, aux termes de l'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation d'exploiter
déposée en mars 2010, les eaux de procédés doivent subir une première décantation dans un bassin en
surélévation permettant la récupération des fines ; que les eaux résiduelles chargées d'éléments fins
sont ensuite dirigées vers une sorte de golfe au Nord-Ouest du plan d'eau où elles décantent ; que ce
golfe doit, à terme, former une zone de hauts-fonds du plan d'eau ;

CONSIDERANT que les eaux de procédé des installations de broyage et de criblage, chargées de matières en suspension, sont rejetées dans un fossé ; que ce fossé aboutit à une canalisation qui se trouve sous une piste de circulation ; que la canalisation débouche sur ce qui forme un "bras du golfe" ; que la canalisation est immergée à l'entrée sous la piste et à sa sortie vers le golfe ; qu'il n'y a pas de dispositif de sur-verse ; que le fossé ne constitue pas un bassin de décantation ; que les eaux de procédé des installations de broyage et de criblage sont rejetées dans le plan d'eau sans décantation préalable ;

CONSIDERANT que les eaux des installations de nettoyage des bandes transporteuses (eaux de procédé), chargées de matières en suspension, s'écoulent directement vers un autre bras du golfe, sans décantation préalable ;

CONSIDERANT que l'exploitant méconnaît les dispositions du point 22.1 de l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 susvisé ;

CONSIDERANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société EQIOM, RCS Nanterre 333 892 610, dont le siège social se trouve situé 49, avenue Georges Pompidou – 92593 Levallois cedex, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- point 17.1 de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 – dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale doit être de :
 - 1/1,5 pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales,
 - 1/10 pour les zones de hauts-fonds,
 - 1/2,5 pour les autres parties.
- point 22.1 de l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 – dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les eaux de procédé appelées à rejoindre le plan d'eau doivent subir préalablement un traitement de décantation. Le bassin de décantation :
 - doit être suffisamment dimensionné pour absorber le débit et la charge des eaux qui y pénètrent,
 - avoir une forme et une conception qui facilite la sédimentation des matières en suspension et son curage,
 - doit être régulièrement curé pour éviter sa saturation.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 et de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société EQIOM (Espace Plein Sud II – 12B, rue des Hérons – 67960 Entzheim) par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée aux maires de Bischwiller et de Gries.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
~~La Secrétaire Générale Adjointe~~

Milada PANTIC

